

Accueil

ÉTUDE SAFIRE / MFPWA: 6 780 enfants en situation de rue identifiés

[Like](#) | [Share](#) | [Print](#) | [Email](#) | [Twitter](#) | [Facebook](#)

Nargis Bundhun (présidente de SAFIRE) : « Ce problème n'interpelle pas nos politiques, absents aujourd'hui... Mais nous serons là pour le leur rappeler ! »

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 9 FÉVRIER, 2012 - 16:30



La toute première étude sur les enfants mauriciens en situation de rue a été menée par les travailleurs sociaux de l'organisation non gouvernementale SAFIRE avec la collaboration de la Mauritius Family Planning Welfare Association. Cette étude, dévoilée le mercredi 8, atteste de l'existence de 6 780 enfants en situation de rue dans le pays. « Un chiffre qui parle de lui-même et qui

dépasse largement les 4 000, estimation sur laquelle nous nous fondions pour travailler jusque-là », a déclaré Nargis Bundhun, présidente de l'ONG. Elle a aussi donné libre cours à sa colère face à « l'absence des politiques des deux bords » à la présentation du rapport.

Ils sont donc 6 780 petits mauriciens qui vivent en situation de rue. Il s'agit d'enfants, donc d'être très vulnérables aux dangers et fléaux que sont la drogue, l'alcool, la cigarette, la prostitution, entre autres. De ces 6 780 enfants identifiés par l'étude réalisée par SAFIRE et la Mauritius Family Planning Welfare Association (MFPWA), 4 312 « sont déjà exposés à au moins un danger telle la drogue ou la prostitution », ont indiqué les auteurs de l'étude.

Enfants en situation de rue, soutiennent Ismahan Ferhat, directrice de SAFIRE et le Dr Peter Fonkwo Ndeboc, qui a collaboré à la réalisation de cette étude menée conjointement avec la MFPWA, « n'est pas la même chose qu'enfant des rues. Dans le cas qui concerne Maurice, les enfants que nous avons été menés à rencontrer ne sont pas, comme dans nombre de pays étrangers, des enfants qui dorment dans les rues, d'où le terme ». Et le Dr Ndeboc de préciser : « La nuance, pour Maurice, c'est que quand ils auraient dû être, par exemple, à l'école, ces enfants sont dans les rues, à travailler, ou à faire d'autres activités qu'ils ne sont pas censés faire à cet âge. La différence, ici, aussi c'est qu'une grande majorité rentre à la maison auprès de leurs parents. »

Mais « il ne faut surtout pas s'arrêter à un obstacle linguistique ou de terminologie, comme "enfants des rues" ou "enfants en situation de rue" », prévient le Dr Ndeboc. Nargis Bundhun, présidente de l'ONG SAFIRE, a insisté sur la même urgence : « Chacun de ces enfants recensés est exposé à au moins un danger telle la drogue ou la prostitution. Il faut donc agir rapidement et efficacement pour sortir ces enfants de ces situations précaires ! »

Cette étude conjointe de SAFIRE et de la MFPWA s'appuie sur « les données d'autres ONG qui œuvrent avec les enfants », explique Ismahan Ferhat. 940 enfants, âgés entre 5 et 19 ans, identifiés par ces ONG, comme étant des enfants en situation de rue, ont été ainsi interviewés à cet effet. Dans le même souffle, dans la deuxième phase de l'étude, 3 000 enfants, dont 1 500 issus de poches de pauvreté telles que définies par la National Empowerment Foundation (NEF) et 1 500 de régions non-pauvres, ont aussi été mis à contribution. La méthode utilisée, a expliqué le Dr Ndeboc, est celle de « capture / recapture », qui « a fait ses preuves ».

L'étude démontre ainsi que « 53,3 % des enfants concernés sont issus de familles monoparentales ». Ce qui amène les responsables de l'étude à établir que « le facteur familial est très important dans la prise de décisions de l'enfant ». S'agissant des recommandations de cette étude, Le Dr Ndeboc a ajouté qu'« il faut que ce facteur soit tenu en considération par les autorités en matière de réintégration de ces enfants dans leurs environnements directs ». Dans le même esprit, le rapport souligne la nécessité pour que « les programmes de soutien à l'enfant doivent inclure un volet de renforcement de la capacité de la famille pour élever les enfants ».

S'agissant de l'enfant en milieu scolaire, l'étude démontre que 134 sur 588 interrogés ont admis faire l'école buissonnière. Sur le nombre, 36,2 % de la tranche 5-19 ans ont indiqué « ne pas aller à l'école ». 255 sur 334 ont déclaré avoir été à l'école mais qu'ils ont arrêté au bout d'un moment. Les raisons de ces comportements, a expliqué pour sa part Muzzamil Hossenally, qui a aussi participé à l'étude, « ce sont la conjoncture économique difficile, les échecs récurrents, des problèmes à la maison, des expulsions des institutions scolaires, mais aussi le fait de tomber enceinte et le mariage ».

Concernant le volet de la sexualité, sur les 940 enfants sondés, 21,2 % ont admis avoir eu des relations sexuelles et 16,1 % n'ont pas répondu. L'âge moyen de ces rapports est de 13,8 ans. 78 % des 21,2 % interrogés ont déclaré avoir eu des relations sexuelles avant 16 ans. « Quand on leur a demandé pourquoi ils ont eu des relations sexuelles, ces jeunes ont répondu "pour me faire plaisir", "pour plaire au partenaire" et "par désir et pour l'expérience". »

Autre volet intéressant de l'étude : les enfants en situation de travail. 35 % des enfants ayant participé à l'enquête sont engagés dans des activités économiques. L'âge moyen de ces enfants impliqués est de 13 ans. Soit bien en dessous de l'âge légal, « la Employment Rights Act faisant état qu'on ne peut embaucher une personne en dessous de 16 ans », a rappelé Muzzamil Hossenally. 76,9 % des interviewés ont reconnu avoir commencé à travailler avant 16 ans et 21,1 % à moins de 10 ans.

Employés dans les secteurs comme la construction, le nettoyage, ces enfants ont aussi expliqué avoir mendié. 1 % a déclaré s'être prostitué et 3,3 % sont impliqués dans le trafic de drogue. 12 % sont dans le secteur de la pêche. Les raisons avancées pour expliquer le travail à ces âges : la pauvreté pour 55,5 %. « Certains ont aussi expliqué qu'ils donnaient une partie de l'argent à leurs parents et gardaient le reste. D'autres, qu'ils s'achetaient de la drogue et des vêtements. Et d'autres encore qu'ils utilisaient cet argent pour payer leur scolarité, les leçons, etc. »

« 68 enfants interrogés ont dit ne rien toucher en échange de leur labeur, a encore déclaré Muzzamil Hossenally. Le salaire moyen que perçoivent ces enfants est de Rs 3 532. Certains ont même indiqué gagner Rs 20 000... Comment ? On n'en sait pas plus ! » 271, soit 30,2 % des enfants, ont indiqué qu'ils consommaient la cigarette, l'alcool, le cannabis (gandia). « 95 % de ces 30,2 % ont confirmé qu'ils touchaient à ces substances et 1,1 % s'injecte des produits. »

« Le rapport est là. Les données sont là », a conclu Nargis Bundhun. « Les chiffres sont très éloquentes. Nous nous basions sur une estimation de 4 000 pour travailler jusque-là. Mais les résultats sont au-delà de ces estimations. » Les recommandations attendent d'être mises en application et déjà SAFIRE compte poursuivre ses études, « cette fois, plus ciblées et orientées vers des thématiques plus précises », a signalé Ismahan Ferhat.

SAFIRE et la MFPWA ont aussi bénéficié des soutiens du Global Fund et du CSR de Rogers pour la réalisation du rapport.

Le coup de sang de Nargis Bundhun

« Le problème des enfants des rues n'intéresse pas nos politiciens ! Et ne croyez pas qu'ils n'ont pas été invités ! Loin de là. Mais ils ont préféré envoyer leurs représentants... Parce que selon notre protocole, il n'était pas question pour qu'aucun politique ne prenne la parole. Et comme ils n'allaient pas avoir une plateforme pour prononcer leurs discours, eh bien, ils ont tout bonnement préféré ne pas venir ! Mais ce n'est pas grave, car SAFIRE continuera à être là et à tirer la sonnette d'alarme pour leur rappeler les problèmes de ces enfants ! » Les mots de Nargis Bundhun, présidente de l'ONG SAFIRE, voilaient à peine sa colère.

La présidente de SAFIRE, intervenant tout à la fin de la présentation du rapport, a souligné que « ce ne sont pas seulement les élus du gouvernement qui ont fait faux bond. Mais aussi les membres de l'opposition ! Ce n'est que partie remise car dans trois ans, ils se souviendront de nous... Et nous serons toujours là à travailler ». Mme Bundhun n'a pas épargné non plus la National Empowerment Foundation (NEF). Saluant le nouveau directeur de cet organisme, elle a déclaré : « Ce n'est pas seulement dans la circonscription dans laquelle on s'est fait élire qu'il faut construire des maisons... Il y a aussi les enfants qui attendent, partout dans l'île ! »



L'info où que vous soyez